

# Le Catalyseur

"Des entrepreneurs engagés !"

Lettre d'information de France Chimie Île-de-France N°120 - Janvier 2023

**FRANCE  
CHIMIE**  
ÎLE-DE-FRANCE

## DES OBJECTIFS AMBITIEUX !

*Karl Rotthier, Directeur général d'Euroapi*

### *Incertitude !*

*C'est le sentiment qui prédomine en ce début d'année.*

*La pandémie du covid 19 venait d'être surmontée avec l'effort déterminant de la Chimie.*

*L'économie repartait à un rythme soutenu, quand soudain, la guerre éclate à nos portes et bouleverse tout !*

*Le prix de l'énergie flambe, l'inflation réapparaît alors même que la supply chain peine à se rétablir. Tout cela ébranle l'économie européenne et l'industrie de la Chimie n'est pas épargnée. L'avenir n'est plus ce qu'il était ...*

*Pourtant, après avoir déjà réduit de 65% ses émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2021, la Chimie garde l'initiative en proposant une feuille de route pour réduire encore de 26% ses émissions grâce à la chaleur bas-carbone, le recyclage, l'amélioration des procédés et la substitution.*

*Accélérer la décarbonation et renforcer notre compétitivité, tels sont les défis à relever ! Les pouvoirs publics devront accompagner ces lourds investissements pour faire face à la compétition internationale et atteindre l'objectif de la neutralité carbone en 2050.*

*La Chimie poursuit ses efforts en matière de Santé, Sécurité, Environnement et RSE dont cinq trophées récompensent les entreprises fidèles aux principes du Responsible Care.*

*La Chimie regarde vers le futur aussi en encourageant les jeunes à l'innovation et l'excellence à travers le prix Pierre Potier et les Olympiades de la Chimie. En écho à la volonté politique de relancer les matières scientifiques, la 20<sup>ème</sup> édition du village de la Chimie se tiendra à la Cité des Sciences et de l'Industrie.*

*Quant à l'avenir « le meilleur moyen de prévoir le futur c'est de le créer » (P. Drucker).*

*Excellente année !*

**Pierre-Etienne Dehon**  
Président

Pour avoir son siège à Paris et participer au 20<sup>ème</sup> Village de la Chimie, Euroapi, leader mondial des principes actifs pharmaceutiques à petites molécules, n'en est pas moins une entreprise profondément européenne.

Par ses racines qui remontent à 1863 à Francfort et à la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle à Vertolaye (Puy-de-Dôme) et Saint-Aubin-lès-Elbeuf (Seine-Maritime), par son implantation dans cinq pays de l'Europe géographique (France, Allemagne, Italie, Royaume-Uni, Hongrie), par son rôle dans la souveraineté sanitaire et sa réponse aux enjeux environnementaux de l'Europe.

Euroapi vient de s'impliquer résolument en faveur de l'environnement en signant la charte mondiale *Responsible Care*®, illustrant son soutien à la gestion sûre des produits chimiques, à la promotion de leur rôle dans l'amélioration de la qualité de vie et de leur contribution au développement durable.

L'entreprise a aussi rejoint le Pacte Mondial des Nations Unies, s'engageant à ce que ses opérations et sa stratégie respectent dix principes

universellement acceptés et contribuent aux Objectifs de développement durable de l'ONU.

L'ESG\* étant une composante fondamentale de nos activités, nous investissons pour améliorer nos procédés et réduire notre empreinte carbone.

Nous consacrons par exemple 24 millions d'euros à la construction d'une chaufferie biomasse de pointe sur notre site de Saint-Aubin-lès-Elbeuf, spécialisé dans la production de vitamine B12. Avec des objectifs ambitieux : réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de près de 76 % en 2026 comparativement à 2020, et parvenir à une plus grande autonomie énergétique. Fonctionnant avec des déchets de bois, elle doit nous permettre de baisser d'environ 20 000 tonnes les émissions annuelles de CO<sub>2</sub> de l'usine. Avec en ligne de mire la production d'électricité verte par cogénération et l'approvisionnement des réseaux de chauffage des collectivités locales.

Pour notre industrie, s'engager en faveur d'une chimie plus verte et de la transition

énergétique, utiliser moins de solvants, favoriser l'économie circulaire et réduire les déchets sont des prérequis, sans quoi l'attractivité du secteur en pâtira. Au moment où les tensions sur le marché du travail sont patentes, les

**S'engager pour la Chimie verte**

premiers à nous le rappeler seraient les jeunes diplômés : 65 % des jeunes de 18 à 30 ans se disent prêts à renoncer à postuler dans une entreprise qui ne prendrait pas suffisamment en compte les enjeux environnementaux\*\*. Chez Euroapi, nos responsabilités sont d'autant plus grandes que le groupe est présent au niveau des formations initiales : nous sommes ainsi fiers d'être aux côtés des étudiants de Sigma Clermont et des futurs ingénieurs de l'école Chimie Paris Tech, dont nous parrainons la promotion 2024.

\*ESG : Environnement, social, gouvernance

\*\*<https://www.pole-emploi.org/accueil/actualites/2022/jeunes-diplomes-de-grandes-ecoles--de-nouvelles-attemptes.html?type=article>

# DES OPPORTUNITÉS D'OPTIMISATION !

**P**remier secteur industriel en France, l'industrie chimique joue un rôle significatif dans l'économie du pays. Sans surprise, sa consommation d'énergie est proportionnellement élevée, cependant, la hausse des coûts de l'énergie et l'émergence de catastrophes climatiques imposent au secteur de trouver les moyens de produire de manière plus efficace et plus durable.

Depuis quelques années, de plus en plus d'entreprises tirent profit de la transformation numérique pour relever ces défis. Leur écosystème numérique est désormais indispensable pour maîtriser leurs consommations énergétiques et identifier les opportunités d'optimisation et d'économies sur l'ensemble de leur chaîne de valeur.

Sébastien Ory, Vice-Président d'Aveva en Europe du Sud, nous parle des bénéfices de la digitalisation des installations industrielles dans le monde de la chimie.

## RÉDUIRE SES COÛTS ÉNERGÉTIQUES

« Quelle que soit sa taille, toute entreprise menant à bien sa transformation numérique en tire une plus-value pour l'exploitation et la maintenance de ses sites industriels : concrètement, en choisissant des solutions Aveva il faut s'attendre à 15 à 30 % de réduction des coûts énergétiques, 9 à 15 % de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, et jusqu'à 25 % de réduction des temps d'arrêt de production liés à des pannes ou dysfonctionnements.

Grâce à la fiabilité des données et analyses fournies par nos logiciels, nos clients prennent des décisions éclairées beaucoup plus rapidement, parfois en deux heures au lieu de deux jours.

Henkel a réalisé 8 millions d'euros d'économie sur ses

coûts énergétiques et amélioré l'efficacité globale de ses usines de 15 % en seulement deux ans grâce à nos logiciels d'analyse de données d'usine.

Avec Aveva PI System, Covestro collecte les données relatives à l'énergie de ses usines, sites régionaux et unités commerciales, soit plus de 4 000 sources d'information, et fournit à ses équipes une vision claire des consommations d'énergie pour procéder aux ajustements nécessaires. En déployant le logiciel dans plus de 60 usines à travers le monde, Covestro a réduit de 30 % sa consommation d'énergie et de 39 % ses émissions de CO<sub>2</sub> par tonne de produit, tout en augmentant sa capacité de production. Le gouvernement allemand lui a d'ailleurs remis une certification de gestion de l'énergie ouvrant droit à d'importants rabais fiscaux.

## ATTEINDRE SES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Nos solutions s'utilisent également dans les phases de conception pour mieux maîtriser les délais et coûts de projets, mais aussi pour définir et simuler les processus de production, en optimiser l'efficacité énergétique, et introduire des solutions et produits favorisant l'atteinte d'objectifs de développement durable. En moyenne les niveaux d'économies observés s'élèvent à 30% du coût de conception et 15% du coût total de construction.

De plus, combiner nos solutions de conception à nos logiciels de simulation de processus de production apporte un gain de temps significatif à nos clients tels que Wood, Fluor et Evonik.

Lors du salon Achema, nous avons présenté nos solutions de simulation de processus et de visualisation : si Basf les utilise pour la formation des opérateurs et l'apprentissage unifié, elles peuvent également être associées à des données en temps réel afin d'optimiser les processus de production ; Mitsubishi Chemicals Corporation a d'ailleurs développé un jumeau numérique de son usine Acrylonitrile afin d'en améliorer la productivité.

Nos solutions de maintenance prédictive reçoivent également un très fort intérêt : elles permettent d'anticiper des problèmes opérationnels en fournissant au personnel un accès immédiat à des données fiables et augmentées par l'intelligence artificielle. De plus, les analyses de risques d'intervention qu'elles génèrent permettent de préparer les opérations de maintenance de manière plus sécurisée. En couplant nos bases de données à des solutions de mobilité intelligentes, les équipes d'intervention bénéficient de support à distance, d'accès instantané à des informations précises et documentées sur la maintenance à réaliser, et informent en temps réel de l'évolution des opérations. C'est ainsi que SCG Thaïlande a réduit ses interruptions de service et ses coûts totaux de maintenance de 30%.

Aveva accompagne la transformation numérique de tous les acteurs de l'industrie de la Chimie. »

**Sébastien Ory**  
Vice président  
Aveva en Europe du Sud

# REPÈRE

Thierry Nordera, directeur HSE et fiabilité de Petroineos Lavéra, la plus grande raffinerie du sud de la France, explique pourquoi son entreprise a choisi d'engager sa transformation digitale avec AVEVA, leader du logiciel industriel.

## Quel était votre besoin ?

**Thierry Nordera :** Nous traitons 210 000 barils par jour, soit 10 millions de tonnes par an. Notre besoin initial était d'améliorer la fiabilité de nos machines rotatives critiques. Nous avons identifié la maintenance prédictive comme un véritable levier d'anticipation de dysfonctionnements.

## Quelle solution avez-vous trouvée ?

**TN :** Nous utilisons actuellement Aveva Predictive Analytics ainsi que l'infrastructure de données Aveva PI. Ensemble, ces solutions collectent des données fiables en temps réel pour ensuite les analyser et prédire avec précision les risques de panne.

## Pourquoi avoir choisi AVEVA ?

**TN :** Nous aspirons à évoluer vers des solutions digitales et plus précisément vers des solutions d'intelligence artificielle. L'expertise et les solutions d'Aveva dans ce domaine ont motivé notre choix.

## Qu'appréciez-vous le plus de votre collaboration avec AVEVA ?

**TN :** Dans le cadre de ce projet, j'apprécie particulièrement la qualité de leur accompagnement et du support technique.

## Allez-vous poursuivre votre transformation numérique ?

**TN :** Nous avons constaté un bon retour sur investissement. La perspective de gains potentiels à venir dans les domaines de l'optimisation, la fiabilisation, et l'efficacité, nous incite à continuer dans cette voie.



# ANTICIPER : LA RAISON D'ÊTRE DE LA PRÉVENTION

**E**n matière de gestion des risques technologiques, la situation des PME et ETI industrielles au regard des exigences réglementaires est préoccupante, notamment dans cette après-crise de l'incendie de Lubrizol à Rouen.

Une installation classée n'est pas figée. Elle évolue dans le temps pour les besoins de l'exploitation et ses évolutions conduisent à en modifier ses dangers avec un impact probable sur les prescriptions applicables, au regard des arrêtés ministériels et préfectoraux.

## MAÎTRISE DES VULNÉRABILITÉS

Ces textes réglementaires ont été rendus plus contraignants et obligent l'exploitant à changer de paradigme dans la gestion de ses flux et de ses stocks. Certains choix sont de plus en plus commandés par l'urgence. D'un temps long dans lequel la réflexion en matière de prévention pouvait se déployer dans une stratégie industrielle, nous avons basculé, avec le poids supplémentaire de l'impact médiatique, dans une période

où plus personne ne comprendrait qu'un incendie se répète et que vous preniez un temps certain pour trancher sur des travaux de mise en conformité.

Lors de nos missions d'élaboration de plans de défense incendie, nos constats sur le terrain mettent cela en évidence : dans la situation actuelle, il est nécessaire de faire la distinction entre l'application stricto sensu des textes et la maîtrise des vulnérabilités qui est le cœur du sujet. Peut-on imaginer que la seule conformité réglementaire protège de l'explosion d'un point névralgique ?

L'enjeu du moment est de traiter sans surjouer les risques les plus standards mais également de prendre de l'avance sur des nouveaux défis : transition énergétique, digitalisation des process.

## RÉDUIRE LES EFFETS D'UN RISQUE

Le concept de sécurité est donc conçu autour de « deux jambes », la prévention et la protection.

La « *prévention* » constitue l'ensemble des actions propres à diminuer la probabilité d'un risque au moyen de solutions généralement les moins coûteuses : sensibilisations, procédures et consignes, formations, contrôles, vérifications ...

La « *protection* » vise à réduire les effets d'un risque après sa survenue : détection, dispositifs d'extinction, mesures d'urgence, gestion de crise ...

CNPP est à la fois une organisation qui fait référence dans la prévention des risques industriels au travers d'un certain nombre de solutions : conseils,

certifications de compétences et de matériels, formations, éditions de référentiels d'installations APSAD ... Et également un acteur de proximité pour les PME et ETI.

**CNPP, une référence et un acteur de proximité**

En partant des contraintes liées à vos conditions d'exploitation et au facteur économique, il importe de trouver grâce à l'analyse de risques un optimum pour respecter la réglementation, en demandant pourquoi pas des aménagements aux autorités et dans d'autres cas d'être contraint d'aller au-delà des exigences si la survie de votre site est en jeu.

**Jérôme Richard**  
Manager - Conseil et Formation - Incendie  
**Guillaume Savornin**  
Directeur Général  
CNPP

## SOCIAL

# LES CONFLITS EN ENTREPRISE : DANGER OU OPPORTUNITÉ ?

**L**e conflit est inhérent à la vie en collectif, et donc à l'entreprise. Il est la marque de la diversité des êtres et de leur identité propre, des antagonismes existants au sein des groupes sociaux.

Le conflit en entreprise est par conséquent tout à la fois un danger et une opportunité.

## REDONNER SA PLACE AUX DIALOGUES

Un danger, lorsque le conflit n'est pas régulé parce que l'organisation l'évite ou pire encore, le nie. Alors dans cette situation, le conflit bascule et se transforme en une crise sociale.

La gestion de cette crise passera par la nécessité de prendre des décisions qui reposent sur un équilibre entre la liberté fondamentale de faire grève et la liberté toute aussi fondamentale de travailler. Et c'est à cette condition que le conflit devient

une opportunité. C'est lorsque les positions idéologiques et les guerres de tranchées sont dépassées, lorsque l'existence d'intérêts divergents est reconnue et lorsque chacune des parties en présence estime qu'il est préférable de négocier qu'émergent alors des solutions créatrices de valeurs et parfois, innovantes. Les accords collectifs issus de ces négociations ne sont ni des compromis, ni la solution de l'un au détriment de l'autre mais bien une réponse co-construite, réduisant ainsi le risque de futurs conflits.

## FAIRE FACE AUX NOUVEAUX CONFLITS

En réalité, il s'agit ni plus ni moins que de redonner sa

place aux dialogues : au dialogue professionnel informel ainsi qu'au dialogue social formel au sein duquel chacun des acteurs reconnaît la légitimité des positions exprimées, la valeur des mandats portés par chacune des parties autour de la table.

Cette place faite au dialogue social et plus largement aux relations sociales dans les organisations doit permettre de faire face aux nouveaux défis conflictuels émergents.

En effet, la conflictualité change de forme en France : aux côtés des formes classiques et des cortèges de manifestants co-existent les nouvelles résistances au travail marquées par une individualisation de la contestation, autre signe du délitement social dans nos collectifs de travail. Ainsi, le refus d'effectuer des heures supplémentaires, l'absentéisme, les arrêts de travail ou encore l'augmentation des taux de retours des clients insatis-

faits constituent les nouvelles formes de protestations. Mais, la conflictualité change aussi de visage : des mouvements identitaires, des mouvements radicaux et illégitimes, des pétitions anonymes ou encore des collectifs de salariés apparaissent dans nos organisations. Que faire face à ces nouveaux mouvements sociaux ? avec qui dialoguer ? Au-delà de la mise en place d'outils de régulation et de politique de prévention des conflits, c'est bien la place et la légitimité des corps intermédiaires et des représentants du personnel dans l'entreprise qu'il faut repenser. Cette réflexion doit être l'affaire des syndicats mais aussi l'affaire de la Direction au risque de basculer dans une forme de conflictualité incontrôlable.

**Soazig Sarazain**  
CEO Voxnego  
Directrice du Master  
Négociations et Relations Sociales  
à l'université Paris Dauphine

**Le pouvoir de contestation du dirigeant social comme du juriste d'entreprise d'une saisie en perquisition judiciaire, en toutes matières, pour la défense du secret professionnel de l'avocat est un droit pour l'entreprise.**

*Un regret :* aucun texte ne prévoit la présence de l'avocat de la défense en perquisition judiciaire. Il appartiendra au chef d'entreprise de l'imposer.

Depuis la loi pour la confiance dans l'institution judiciaire du 22 décembre 2021, l'entreprise, en fait le dirigeant social comme le juriste d'entreprise, ont la possibilité de contester une saisie de l'autorité judiciaire ou de l'autorité d'enquête lors d'une perquisition dans l'entreprise.

## DROIT DE CONTESTATION DE L'ENTREPRISE

L'erreur n'est pas la faute. L'entreprise, objet d'une perquisition, est considérée par l'article 56-1-1 du CPP comme un « tiers » perquisitionné qui possède la faculté de contester (ou non) une

saisie effectuée par l'autorité d'enquête ou l'autorité judiciaire à propos d'éléments couverts par le secret professionnel de l'avocat tel que défini à l'article 56-1 du CPP.

Pendant la perquisition, l'avocat averti par l'entreprise, pourra ou bien conseiller à distance ou bien étant présent sur place, participer à la contestation et au placement sous scellés fermés en étant à ses côtés si l'autorité judiciaire ou d'enquête ne s'y oppose pas ou conseiller en se situant dans une pièce adjacente à la pièce où sont pratiquées les saisies.

Cette faculté de contestation de l'entreprise est identique à celle consenti au Bâtonnier en perquisition. Le chef d'entreprise ou le juriste d'entreprise peuvent contester une saisie s'ils l'estiment « irrégulière » comme portant atteinte au secret profession-

nel de l'avocat en matière de défense et de conseil spécifié à l'article 66-5 de la loi du 31 décembre 1971 sur la profession d'avocat.

Il s'agira d'exiger sur place le placement sous scellés fermés des éléments saisis et uniquement de ceux couverts par le secret professionnel de l'avocat.

## PÉRIMÈTRE DE LA CONTESTATION

Seront concernées les correspondances confidentielles échangées entre l'avocat et son client mais aussi les correspondances échangées entre juristes salariés qui contiennent un résumé de la correspondance de l'avocat de l'entreprise relative à l'exercice des droits de la défense et couvertes par le secret professionnel (Cass. Crim. 26 janvier 2022, 17-87359).

En cas de contestation, c'est à l'autorité d'enquête ou judiciaire qu'il appartiendra de

saisir le juge des libertés et de la détention (JLD) qui devra trancher le litige en présence des parties concernées dans les cinq jours de sa saisine avec possibilité d'appel pour

**Possibilité de contester une saisie lors d'une perquisition dans l'entreprise**

les parties dans les 24 heures de son ordonnance devant le Président de la Chambre de l'Instruction qui rendra une ordonnance susceptible de pourvoi en cassation.

*Une précision :* le Bâtonnier sera convoqué à cette audience.

Lors de cette audience, le « tiers » perquisitionné pourra bénéficier de l'assistance de son conseil. Devant le JLD, l'usage est d'autoriser cette présence.

**Vincent Nioré,**  
Vice-bâtonnier du Barreau de Paris,  
Cabinet STAS & Associés

# BREVES

## AGENDA SSE

Le Département SSE vous propose de vous retrouver les :

- **7 mars :** Formation « Evaluation des risques professionnels/évolutions réglementaires et méthodologie » avec le CNPP ;
- **15 et 16 mars :** Formation « Panorama des réglementations sectorielles applicables aux produits chimiques » avec Atout Chimie ;
- **4 avril :** Formation « Classification et étiquetage des produits chimiques : évolutions

de la réglementation » avec Fechim Services.

- **11 avril -** Formation « FDS étendues : les utilisateurs en aval face aux scénarios d'exposition » avec Afpic Formation.

**Inscription :**  
[a.aullet@chimie-idf.fr](mailto:a.aullet@chimie-idf.fr)

## ABONNEZ-VOUS EN 2023 !

La Compilation Sociale des Industries de la Chimie consolide sur un support unique et interactif, les publications mensuelles élaborées par le Département

Social de France Chimie IDF à l'intention de ses adhérents : 100 Fiches Techniques, 53 Brèves Jurisprudentielles, les Arrêts Majeurs et les Chiffres Utiles, ainsi que des simulateurs de calcul des indemnités de rupture en application de la CCNIC.

Afin de vous accompagner au plus près de vos préoccupations quotidiennes, nous nous attachons, en priorité, à créer ou mettre à jour nos outils au rythme des évolutions législatives (activité partielle, PPV, frais de santé...) ou jurisprudentielles adoptées.

**Abonnez-vous :** [www.compilationsociale.chimie-idf.fr](http://www.compilationsociale.chimie-idf.fr)

## 650 000 VUES !

Plus de 650 000 internautes ont manifesté leur intérêt pour les actions engagées en 2022 par les équipes de France Chimie IDF au bénéfice de ses adhérents, des jeunes, de l'alternance, du développement durable et de la transition énergétique.

Nous les en remercions !

**Voir les Temps forts 2022 :**  
[www.chimie-idf.fr](http://www.chimie-idf.fr)

